



ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

Pour le troisième trimestre clos le
30 septembre 2019

TABLE DES MATIÈRES

ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE	1
ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DU RÉSULTAT	2
ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DU RÉSULTAT GLOBAL	3
ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	4
ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE	5
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS CONDENSÉS	6

(en milliers de dollars canadiens)

		Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
	Note		
Actifs			
Clients et autres débiteurs		627 049	631 727
Fournitures en stock		15 019	12 755
Impôt sur le revenu à recouvrer		12 942	13 015
Charges payées d'avance		41 018	38 546
Instruments financiers dérivés	21	340	5 430
Actifs détenus en vue de la vente		2 490	7 572
Autres actifs	11	24 263	-
Actifs courants		723 121	709 045
Immobilisations corporelles	8	1 451 940	1 396 389
Actifs au titre de droits d'utilisation	3,9	428 891	-
Immobilisations incorporelles	10	1 976 081	1 901 495
Autres actifs	11	11 426	33 676
Actifs d'impôt différé		10 001	6 409
Instruments financiers dérivés	21	-	2 946
Actifs non courants		3 878 339	3 340 915
Total des actifs		4 601 460	4 049 960
Passifs			
Découvert bancaire		3 686	12 334
Fournisseurs et autres créditeurs		474 317	475 585
Impôt sur le revenu à payer		-	18 951
Provisions	14	34 079	25 063
Autres passifs financiers		2 417	1 972
Instruments financiers dérivés	21	1 182	-
Dette à long terme	12	42 206	122 340
Obligations locatives	3,13	98 846	-
Passifs courants		656 733	656 245
Dette à long terme	12	1 738 189	1 462 083
Obligations locatives	3,13	359 944	-
Avantages du personnel		16 455	16 130
Provisions	14	29 833	42 801
Autres passifs financiers		2 688	5 907
Instruments financiers dérivés	21	1 270	-
Passifs d'impôt différé		309 450	289 940
Passifs non courants		2 457 829	1 816 861
Total des passifs		3 114 562	2 473 106
Capitaux propres			
Capital social	15	677 913	704 510
Surplus d'apport		22 144	20 448
Cumul des autres éléments du résultat global		33 479	64 790
Résultats non distribués		753 362	787 106
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		1 486 898	1 576 854
Contrats de location, éventualités, lettres de crédit et autres engagements	22		
Total des passifs et des capitaux propres		4 601 460	4 049 960

Les notes des pages 6 à 28 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

		Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018*	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018*
	Note				
Revenus		1 165 820	1 127 440	3 447 153	3 345 918
Surcharge de carburant		138 945	160 163	426 224	455 845
Revenus totaux		1 304 765	1 287 603	3 873 377	3 801 763
Charges liées aux matières et aux services	18	711 973	723 882	2 113 864	2 172 815
Charges liées au personnel		324 145	309 377	977 462	924 720
Autres charges opérationnelles		53 272	67 185	151 346	204 835
Amortissement des immobilisations corporelles		56 576	49 601	164 766	146 100
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation		26 362	-	76 822	-
Amortissement des immobilisations incorporelles		16 799	15 290	49 087	46 641
Profit réalisé sur une acquisition à des conditions avantageuses	5	-	-	(10 787)	-
Profit sur la vente de matériel roulant et d'équipement		(6 121)	(2 815)	(15 521)	(6 236)
Profit sur la disposition d'actifs au titre de droits d'utilisation		(69)	-	(762)	-
Profit sur la vente de terrains et bâtiments		(2)	(212)	(2)	(212)
Profit sur la vente d'actifs détenus en vue de la vente		(10 057)	(2 928)	(20 228)	(14 141)
Total des charges opérationnelles		1 172 878	1 159 380	3 486 047	3 474 522
Bénéfice opérationnel		131 887	128 223	387 330	327 241
(Produits financiers) charges financières					
Produits financiers	19	(728)	(1 142)	(2 183)	(3 386)
Charges financières	19	21 886	18 049	65 482	51 732
Charges financières nettes		21 158	16 907	63 299	48 346
Bénéfice avant impôt sur le résultat		110 729	111 316	324 031	278 895
Charge d'impôt sur le résultat	20	28 088	24 603	76 098	63 629
Bénéfice net lié aux activités poursuivies		82 641	86 713	247 933	215 266
Perte nette liée aux activités abandonnées	6	-	-	(12 478)	-
Bénéfice net de la période attribuable aux propriétaires de la Société		82 641	86 713	235 455	215 266
Bénéfice par action attribuable aux propriétaires de la Société					
Bénéfice de base par action	16	1,00	0,99	2,80	2,44
Bénéfice dilué par action	16	0,98	0,96	2,74	2,37
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société					
Bénéfice de base par action	16	1,00	0,99	2,95	2,44
Bénéfice dilué par action	16	0,98	0,96	2,88	2,37

(*) Retraité pour les changements de présentation.

Les notes des pages 6 à 28 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Bénéfice net de la période attribuable aux propriétaires de la Société	82 641	86 713	235 455	215 266
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui peuvent être reclassés dans le bénéfice des périodes futures :				
Écarts de conversion	14 821	(19 233)	(37 056)	37 552
Couverture d'investissement net, après impôt	(2 954)	4 877	9 494	(10 715)
Couverture de flux de trésorerie, après impôt	(1 810)	(46)	(9 612)	2 372
Éléments reclassés directement en résultats non distribués :				
Profit latent (perte latente) sur les placements dans des titres de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôt	-	(214)	1 326	(2 989)
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	10 057	(14 616)	(35 848)	26 220
Total du résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la Société	92 698	72 097	199 607	241 486

Les notes des pages 6 à 28 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

TFI International Inc.
ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018 - (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars canadiens)

	Note	Capital social	Surplus d'apport	Perte latente cumulée du régime d'avantages du personnel	Gain cumulé sur couverture de flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés et couverture d'investisse- ment net	Perte latente cumulée sur les placements dans des titres de capitaux propres	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société
Solde au 31 décembre 2018		704 510	20 448	(528)	10 210	60 971	(5 863)	787 106	1 576 854
Ajustement lors de la première application de l'IFRS 16 (voir note 3)		-	-	-	-	-	-	(25 678)	(25 678)
Bénéfice net de la période		-	-	-	-	-	-	235 455	235 455
Autres éléments du résultat global, après impôt		-	-	-	(9 612)	(27 562)	1 326	-	(35 848)
Perte réalisée à la vente de titres de capitaux propres, après impôt		-	-	-	-	-	4 537	(4 537)	-
Total du résultat global de la période		-	-	-	(9 612)	(27 562)	5 863	230 918	199 607
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	17	-	6 286	-	-	-	-	-	6 286
Options d'achat d'actions exercées	15, 17	19 992	(4 521)	-	-	-	-	-	15 471
Dividendes aux propriétaires de la Société		-	-	-	-	-	-	(59 972)	(59 972)
Rachat d'actions propres	15	(46 633)	-	-	-	-	-	(178 926)	(225 559)
Unités d'actions restreintes exercées	15, 17	44	(69)	-	-	-	-	(86)	(111)
Transactions avec les propriétaires inscrites directement dans les capitaux propres		(26 597)	1 696	-	-	-	-	(238 984)	(263 885)
Solde au 30 septembre 2019		677 913	22 144	(528)	598	33 409	-	753 362	1 486 898
Solde au 31 décembre 2017		711 036	21 995	(369)	13 052	(14 324)	(1 170)	684 904	1 415 124
Bénéfice net de la période		-	-	-	-	-	-	215 266	215 266
Autres éléments du résultat global, après impôt		-	-	-	2 372	26 837	(2 989)	-	26 220
Total du résultat global de la période		-	-	-	2 372	26 837	(2 989)	215 266	241 486
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	17	-	4 507	-	-	-	-	-	4 507
Options d'achat d'actions exercées	15, 17	20 772	(3 995)	-	-	-	-	-	16 777
Dividendes aux propriétaires de la Société		-	-	-	-	-	-	(55 379)	(55 379)
Rachat d'actions propres	15	(17 439)	-	-	-	-	-	(60 292)	(77 731)
Unités d'actions restreintes exercées	15, 17	17	(34)	-	-	-	-	(27)	(44)
Transactions avec les propriétaires inscrites directement dans les capitaux propres		3 350	478	-	-	-	-	(115 698)	(111 870)
Solde au 30 septembre 2018		714 386	22 473	(369)	15 424	12 513	(4 159)	784 472	1 544 740

Les notes des pages 6 à 28 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Bénéfice net de la période attribuable aux propriétaires de la Société		82 641	86 713	235 455	215 266
Perte nette liée aux activités abandonnées		-	-	(12 478)	-
Bénéfice net de la période		82 641	86 713	247 933	215 266
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :					
Amortissement des immobilisations corporelles		56 576	49 601	164 766	146 100
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation		26 362	-	76 822	-
Amortissement des immobilisations incorporelles		16 799	15 290	49 087	46 641
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions		2 016	1 591	6 286	4 507
Charges financières, montant net		21 158	16 907	63 299	48 346
Charge d'impôt sur le résultat		28 088	24 603	76 098	63 629
Profit réalisé sur une acquisition à des conditions avantageuses		-	-	(10 787)	-
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles		(6 123)	(3 027)	(15 523)	(6 448)
Profit sur la disposition d'actifs au titre de droits d'utilisation		(69)	-	(762)	-
Profit sur la vente d'actifs détenus en vue de la vente		(10 057)	(2 928)	(20 228)	(14 141)
Avantages du personnel et provisions		7 693	(88)	5 584	(8 028)
		225 084	188 662	642 575	495 872
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	7	3 614	12 708	9 946	(20 759)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		228 698	201 370	652 521	475 113
Intérêts payés		(22 508)	(16 711)	(64 495)	(48 507)
Impôts sur le résultat payés		(19 128)	(18 102)	(98 910)	(56 951)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies		187 062	166 557	489 116	369 655
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles abandonnées		-	-	(14 461)	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		187 062	166 557	474 655	369 655
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(103 346)	(96 250)	(224 003)	(201 296)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles		27 435	23 261	67 742	55 590
Produits de la vente d'actifs détenus en vue de la vente		15 974	4 923	34 688	26 444
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(1 146)	(893)	(3 398)	(2 819)
Produits de la vente d'immobilisations incorporelles		-	-	269	-
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie nette acquise		(20 135)	(9 332)	(200 772)	(75 112)
Acquisitions de placements		(787)	-	(787)	-
Produits de la vente de placements		-	-	2 426	-
Autres		(324)	524	(565)	170
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement poursuivies		(82 329)	(77 767)	(324 400)	(197 023)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) du découvert bancaire		(9 704)	(9 234)	(8 775)	3 495
Produits tirés de la dette à long terme		24 074	19 823	329 042	45 807
Remboursement de la dette à long terme		(11 529)	(85 544)	(123 850)	(103 594)
Remboursement des obligations locatives		(25 613)	-	(73 360)	-
Diminution des autres passifs financiers		(48)	(1 721)	(2 070)	(1 721)
Dividendes payés		(20 035)	(18 374)	(61 043)	(55 621)
Rachat d'actions propres		(64 148)	(5 564)	(225 559)	(77 731)
Produits tirés de l'exercice d'options d'achat d'actions		2 337	11 830	15 471	16 777
Paiement d'unités d'actions restreintes		(67)	(6)	(111)	(44)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement poursuivies		(104 733)	(88 790)	(150 255)	(172 632)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		-	-	-	-

Les notes des pages 6 à 28 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

1. Entité publiante

TFI International Inc. (la « Société ») a été constituée en société en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et est une entreprise établie au Canada. Le siège social de la Société est situé au 8801, route Transcanadienne, bureau 500, Montréal (Québec) H4S 1Z6.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société aux 30 septembre 2019 et 2018 et pour le trimestre et les neuf mois clos à ces dates comprennent les comptes de la Société et de ses filiales (désignées collectivement comme le « Groupe » et, individuellement, comme les « entités du Groupe »).

Le Groupe a des activités dans le domaine de la prestation de services de transport et de logistique partout aux États-Unis, au Canada et au Mexique.

2. Mode d'établissement**a) Déclaration de conformité**

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés n'incluent pas toutes les informations exigées pour des états financiers annuels complets et devraient être lus en accord avec les plus récents états financiers consolidés annuels du Groupe.

Des modifications aux principales conventions comptables résultant de l'adoption de la norme IFRS 16 ont été apportées et sont décrites à la note 3.

La publication de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés a été autorisée par le conseil d'administration le 24 octobre 2019.

b) Base d'évaluation

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour les éléments importants suivants dans les états consolidés de la situation financière :

- les placements dans les titres de capitaux propres, les instruments financiers dérivés et les contreparties conditionnelles, qui sont évalués à la juste valeur;
- les passifs au titre des accords dont le paiement est fondé sur des actions réglées en trésorerie, qui sont évalués à la juste valeur conformément à IFRS 2;
- le passif au titre des régimes de retraite à prestations définies, qui correspond au total net de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes;
- les actifs et les passifs acquis lors de regroupements d'entreprises, qui sont mesurés à la juste valeur à la date d'acquisition.

c) Caractère saisonnier des activités de la période intermédiaire

Les activités du Groupe sont tributaires de la demande générale de transport de fret. Cette demande est habituellement relativement stable tout au long de l'année. Plus précisément, la demande est à son plus faible au premier trimestre. De plus, au cours des mois plus rigoureux d'hiver, la consommation de carburant et les frais d'entretien tendent à augmenter. Par conséquent, les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats des opérations pour l'année entière.

d) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les données financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.

e) Utilisation d'estimations et recours au jugement

Afin de dresser les états financiers consolidés ci-joints selon les IFRS, la direction doit faire preuve de jugement, effectuer des estimations et formuler des hypothèses au sujet d'événements futurs. Ces estimations et les hypothèses sur lesquelles elles se fondent influent sur les montants déclarés au titre de l'actif et du passif, sur les renseignements communiqués à l'égard des éléments d'actif et de passif éventuels, ainsi que sur les montants indiqués des revenus et des charges. Les estimations portent notamment sur l'évaluation du goodwill, des immobilisations incorporelles, des actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises, les provisions pour impôts sur les bénéfices ainsi que les provisions auto-assurance et autres provisions et éventualités. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur les meilleures estimations de la direction et font appel à ses jugements.

La direction évalue régulièrement ses estimations et hypothèses en s'appuyant sur les antécédents et d'autres facteurs, notamment la conjoncture économique actuelle, qu'elle juge raisonnables dans les circonstances. La direction modifie ces estimations et hypothèses lorsque les faits et les circonstances l'imposent. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les modifications apportées à ces estimations et hypothèses par suite de l'évolution de la conjoncture économique seront prises en considération dans les états financiers des périodes futures.

Les jugements importants qui ont été portés par la direction afin d'appliquer les conventions comptables du Groupe lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires consolidés condensés et les principales sources d'incertitude relativement à ses estimations sont les mêmes que ceux qui ont servi à dresser et qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2018.

3. Principales conventions comptables

Les conventions comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2018 ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers intermédiaires consolidés condensés, sauf indication contraire. Les conventions comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du Groupe.

Nouvelles normes et interprétations adoptées au cours de la période

Les nouvelles normes, modifications de normes et interprétations suivantes sont en vigueur pour la première fois pour les périodes intermédiaires débutant le ou après le 1^{er} janvier 2019 et ont été appliquées au moment de la préparation de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés :

IFRS 16, *Contrats de location* - Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. IFRS 16 remplace l'IAS 17 *Contrats de location* et les interprétations connexes. Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location avec la possibilité d'exclure les contrats de location d'une durée de moins de 12 mois, ou ceux dont la valeur de l'actif sous-jacent est faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation représentant son droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et une obligation locative représentant son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Cette norme reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, tout en exigeant de ce dernier qu'il présente des informations plus exhaustives. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont également été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues. La politique comptable du Groupe selon IFRS 16 est la suivante :

À la date de passation d'un contrat, le Groupe évalue si celui-ci est, ou contient, un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué initialement en fonction du montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, plus les coûts directs initiaux engagés et les coûts estimatifs de démantèlement et d'enlèvement de l'actif sous-jacent ou de remise en état de ce dernier ou du site sur lequel il se trouve, déduction faite des avantages incitatifs reçus. Les actifs sont amortis jusqu'au terme de la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur, selon le mode linéaire, puisque cela reflète le plus fidèlement le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs. La durée du contrat de location comprend les périodes couvertes par une option de prolongation si le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer cette option. En outre, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement réduit pour perte de valeur, le cas échéant, et est ajusté en fonction de certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements locatifs non encore versés à la date de début, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il n'est pas possible de déterminer facilement ce taux, à l'aide du taux d'emprunt marginal du Groupe. Le taux d'emprunt marginal est fonction du taux d'emprunt marginal du Groupe, de la nature de l'actif sous-jacent, de la localisation de l'actif sous-jacent et de la durée du contrat de location. En règle générale, le Groupe utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'indice ou de taux, ou un changement dans les sommes que le Groupe s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou lorsque le Groupe modifie son évaluation quant à l'exercice éventuel d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Lorsque l'obligation locative fait l'objet d'une telle réévaluation, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou est comptabilisé au résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Le Groupe a choisi d'appliquer la mesure de simplification de ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives pour les contrats de locations à court terme dont la durée à la date de début est de 12 mois ou moins et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyer associés à ces contrats sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, le Groupe a adopté l'IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée et, par conséquent, l'information présentée pour 2018 n'a pas été retraitée. Elle continue d'être présentée selon l'IAS 17 et les interprétations connexes.

À la première application, le Groupe a choisi d'appliquer un mélange des deux options de transition disponibles : l'option 1 calcule l'actif au titre du droit d'utilisation comme si la norme avait été appliquée à la date initiale du contrat de location actualisée au taux de transition ou l'option 2 où l'actif au titre du droit d'utilisation est comptabilisé en fonction de l'obligation locative correspondante à la date de transition; pour chaque contrat de location. Un actif au titre de droit d'utilisation et une obligation locative ont été comptabilisés au 1^{er} janvier 2019 pour tous les contrats de location en cours qui répondaient à la définition d'un contrat de location, avec tout écart étant comptabilisé aux résultats non distribués. Un impact supplémentaire de 8,3 M\$ sur les provisions et les résultats non distribués a été comptabilisé relativement aux coûts de location linéaire précédemment comptabilisés en vertu de l'IAS 17. Le Groupe a également comptabilisé un passif d'impôt différé directement dans les résultats non distribués, et a reclassé les actifs comptabilisés en tant que contrat de location financement des immobilisations corporelles aux actifs au titre du droit d'utilisation, ainsi que l'obligation locative correspondante de la dette à long à la nouvelle présentation de l'obligation locative.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

	Balance présentée au 31 décembre 2018	Ajustements	Balance retraitée au 1 janvier 2019
Immobilisations corporelles	1 396 389	(25 687)	1 370 702
Actifs au titre de droits d'utilisation	-	465 095	465 095
Provisions (incluant portion courante)	(67 864)	8 310	(59 554)
Dette à long terme (incluant portion courante)	(1 584 423)	9 164	(1 575 259)
Obligations locatives (incluant portion courante)	-	(492 622)	(492 622)
Passifs d'impôts différés	(289 940)	10 062	(279 878)
Résultats non distribués	(787 106)	25 678	(761 428)

Pour évaluer les obligations locatives, le Groupe a actualisé les paiements locatifs à l'aide de son taux d'emprunt marginal au 1^{er} janvier 2019. Ce taux d'emprunt marginal a été ajusté en fonction de la nature de l'actif sous-jacent, de la localisation de l'actif sous-jacent et la durée du contrat de location. Au 1^{er} janvier 2019, le taux moyen pondéré appliqué était de 3,92% et la durée moyenne pondérée des contrats de location était de 7,42 années.

Le Groupe a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes :

- Le Groupe a choisi de comptabiliser les contrats de location dont la durée à la date de début est de 12 mois ou moins en tant que contrats de location à court terme.
- Le Groupe a choisi de maintenir l'évaluation des transactions qui sont des contrats de location. Il a appliqué les dispositions transitoires de l'IFRS 16 uniquement aux contrats précédemment identifiés comme des contrats de location. La nouvelle définition d'un contrat de location s'applique aux contrats de location conclus à compter du 1^{er} janvier 2019.
- Le Groupe appliquera la mesure de simplification pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Ces biens sous-jacents de faible valeur continuent d'être classés dans les frais de location et présenté dans les charges liées aux matières et aux services.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les obligations du Groupe découlant de contrats de location simple au 31 décembre 2018, tels qu'ils ont été présentés antérieurement dans les états financiers consolidés annuels audités du Groupe, et les obligations découlant de contrats de location comptabilisées à la première application de l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 :

Engagements découlant de contrats de location simple au 31 décembre 2018	506 111
Passif au titre des contrats de location-financement au 31 décembre 2018	9 164
Actualisation au moyen du taux d'emprunt marginal au 1 ^{er} janvier 2019	(72 642)
Exemption de comptabilisation pour les contrats de location à court-terme	(15 646)
Options de prolongation pour lesquels il existe une certitude raisonnable qu'elles seront exercées	65 635
Obligations locatives comptabilisées au 1 ^{er} janvier 2019	492 622

IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements fiscaux : Le 7 juin 2017, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. L'interprétation fournit des directives sur la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt exigible et différé en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation exige :

- qu'une entité détermine si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux, en fonction de ce qui fournit la meilleure prévision du dénouement;
- qu'une entité détermine s'il est probable qu'un traitement fiscal incertain sera accepté par l'administration fiscale;
- que, s'il n'est pas probable que le traitement fiscal incertain soit accepté, une entité évalue l'incertitude fiscale selon la méthode du montant le plus probable ou de la valeur attendue, selon celle qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

L'adoption de l'interprétation IFRIC 23 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers intermédiaires consolidés condensés du Groupe.

Modification, réduction ou liquidation d'un régime (modifications d'IAS 19) : Le 7 février 2018, l'IASB a publié le document *Modification, réduction ou liquidation d'un régime (modifications d'IAS 19)*. Les modifications s'appliquent aux modifications, réductions ou liquidations de régimes qui auront lieu à compter du 1^{er} janvier 2019 ou de la date à laquelle elles seront appliquées pour la première fois. Les modifications de l'IAS 19 clarifient ce qui suit :

- lors de la modification, de la réduction ou de la liquidation d'un régime à prestations définies, une société doit maintenant utiliser des hypothèses actuarielles à jour afin de déterminer le coût des services rendus au cours de la période et les intérêts nets pour la période;
- l'effet du plafond de l'actif n'est pas pris en compte dans le calcul du gain ou de la perte sur la liquidation d'un régime.

L'adoption des modifications d'IAS 19 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers intermédiaires consolidés condensés du Groupe.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2015-2017 : Le 12 décembre 2017, dans le cadre de son processus annuel d'amélioration, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à trois normes. Chacune des modifications a ses propres dispositions transitoires spécifiques. Des modifications ont été apportées aux normes suivantes :

- IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, et IFRS 11, *Partenariats* – pour clarifier la manière dont une société comptabilise une augmentation de ses intérêts dans une entreprise commune qui répond à la définition d'« entreprise »;
- IAS 12, *Impôts sur le résultat* – pour clarifier que toutes les conséquences fiscales des dividendes sont comptabilisées de la même manière que les transactions qui ont généré les bénéfices distribuables – c'est-à-dire dans le résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres;
- IAS 23, *Coûts d'emprunt* – pour clarifier que les emprunts spécifiques – c'est-à-dire les fonds empruntés spécifiquement pour financer la construction d'un actif qualifié – devraient être transférés dans le poste général des emprunts une fois que la construction de l'actif qualifié est achevée. Les modifications clarifient également qu'une entité comprend les fonds empruntés spécifiquement pour obtenir un actif autre qu'un actif qualifié dans le cadre des emprunts généraux.

L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers intermédiaires consolidés condensés du Groupe.

Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative (modifications de l'IFRS 9) : En octobre 2017, l'IASB a publié le document *Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative (modifications de l'IFRS 9)*. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Les modifications de l'IFRS 9 clarifient le fait qu'une compensation négative peut être considérée comme une compensation raisonnable, peu importe la cause de la résiliation anticipée. Les actifs financiers assortis de ces clauses de remboursement anticipé peuvent être évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global s'ils respectent les autres dispositions pertinentes de l'IFRS 9. L'adoption des modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers intermédiaires consolidés condensés du Groupe.

Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées

Définition d'une entreprise (modifications de l'IFRS 3) : Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, qui visent à clarifier la question de savoir si une transaction donne lieu à l'acquisition d'un actif ou d'une entreprise. Les modifications s'appliquent aux entreprises acquises pendant l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020. L'application anticipée est permise. Les modifications comprennent un choix permettant d'utiliser un test de concentration. Il s'agit d'un test qui simplifie l'appréciation à porter et qui donne lieu à l'acquisition d'un actif si la quasi-totalité de la juste valeur des actifs bruts se concentre dans un actif identifiable unique ou dans un groupe unique d'actifs identifiables similaires. Si un préparateur choisit de ne pas appliquer le test de concentration, ou si le test échoue, l'appréciation à porter cible l'existence d'un processus substantiel. Le Groupe envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'interprétation n'a pas encore été déterminée et dépendrait des transactions futures.

4. Information sectorielle

Le Groupe exerce ses activités dans le secteur du transport et de la logistique aux États-Unis, au Canada et au Mexique dans les différents secteurs isolables décrits ci-dessous. Ces secteurs isolables sont gérés de façon indépendante puisqu'ils nécessitent des technologies et des ressources en capital différentes. Le chef de la direction du Groupe passe en revue les rapports de gestion interne de chaque secteur opérationnel. Les activités de chaque secteur isolable du Groupe sont décrites dans le résumé suivant :

Colis et courrier	Cueillette, transport et livraison d'articles partout en Amérique du Nord.
Transport de lots brisés	Cueillette, regroupement, transport et livraison de petits chargements.
Transport de lots complets ^(a)	Transport de chargements complets, directement depuis les installations d'un client jusqu'à la destination, à l'aide de remorques fermées ou d'équipement spécialisé afin de répondre aux besoins particuliers du client. Les services fournis comprennent notamment le transport accéléré, le transport par semi-remorque à plateau et par conteneur ainsi que les services dédiés.
Logistique et dernier kilomètre	Services de logistique et livraison du dernier kilomètre de petits colis et de marchandises plus volumineuses et plus lourdes.

(a) Le secteur du transport de lots complets regroupe le secteur du transport de lots complets canadien, le secteur du transport de lots complets américain, ainsi que les services spécialisés de lots complets. Le regroupement de ce secteur a été fait en utilisant le jugement de la direction, conformément à la norme IFRS 8. Les secteurs opérationnels ont été déterminés comme étant similaires en ce qui concerne la nature des services offerts et les méthodes utilisées pour distribuer leurs services. En outre, ces segments ont des caractéristiques économiques similaires en ce qui concerne la marge brute attendue à long terme, les niveaux de capital investi et les tendances du marché.

Des renseignements sur les résultats de chaque secteur isolable sont présentés ci-dessous. La performance est évaluée en fonction du bénéfice opérationnel sectoriel ou de la perte opérationnelle. Cette mesure est incluse dans les rapports de gestion interne qui sont passés en revue par le chef de la direction du Groupe, et elle correspond au « Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle) » dans les états consolidés du résultat. Le bénéfice opérationnel sectoriel (perte opérationnelle sectorielle) est utilisé(e) comme mesure de la performance, car la direction est d'avis que cette information est la plus pertinente pour évaluer les résultats de certains secteurs par rapport à ceux d'autres entités exerçant leurs activités au sein de ces industries.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Logistique et dernier kilomètre	Siège social	Éliminations	Total
Trimestre clos le 30 septembre 2019							
Revenus externes	153 619	203 006	553 306	255 889	-	-	1 165 820
Surcharge de carburant externe	21 193	32 037	75 672	10 043	-	-	138 945
Revenus et surcharge de carburant intersectoriels	1 358	2 601	4 569	924	-	(9 452)	-
Revenus totaux	176 170	237 644	633 547	266 856	-	(9 452)	1 304 765
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	28 232	25 791	75 762	13 796	(11 694)	-	131 887
Éléments sélectionnés :							
Amortissement	8 457	17 830	60 638	12 130	682	-	99 737
Profit sur la vente de terrains et bâtiments	-	-	2	-	-	-	2
Profit (perte) sur la vente d'actifs détenus en vue de la vente	1 199	-	9 018	-	(160)	-	10 057
Immobilisations incorporelles	247 083	247 417	1 131 670	346 473	3 438	-	1 976 081
Total des actifs	473 182	765 766	2 742 236	560 667	59 609	-	4 601 460
Total des passifs	131 485	300 192	531 742	160 058	1 991 085	-	3 114 562
Additions d'immobilisations corporelles	6 944	4 003	89 315	487	8	-	100 757
Trimestre clos le 30 septembre 2018*							
Revenus externes	153 163	224 489	516 301	233 487	-	-	1 127 440
Surcharge de carburant externe	24 039	40 490	83 114	12 520	-	-	160 163
Revenus et surcharge de carburant intersectoriels	1 610	3 252	5 344	1 248	-	(11 454)	-
Revenus totaux	178 812	268 231	604 759	247 255	-	(11 454)	1 287 603
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	27 965	25 409	63 658	16 815	(5 624)	-	128 223
Éléments sélectionnés :							
Amortissement	3 190	8 852	46 175	6 043	631	-	64 891
Profit (perte) sur la vente de terrains et bâtiments	-	(61)	280	(7)	-	-	212
Profit sur la vente d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	2 928	-	-	-	2 928
Immobilisations incorporelles	249 312	258 919	1 007 903	335 219	2 985	-	1 854 338
Total des actifs	391 527	646 931	2 323 310	467 009	61 944	-	3 890 721
Total des passifs	68 747	157 685	405 245	104 481	1 609 823	-	2 345 981
Additions d'immobilisations corporelles	6 423	13 502	87 572	744	213	-	108 454

(*) Retraité pour les changements de présentation.

TFI International Inc. **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS CONDENSÉS**
PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018
(Le montant dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.) **(NON AUDITÉ)**

	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Logistique et dernier kilomètre	Siège social	Éliminations	Total
Neuf mois clos le 30 septembre 2019							
Revenus externes	456 838	625 218	1 641 869	723 228	-	-	3 447 153
Surcharge de carburant externe	63 675	100 548	232 550	29 451	-	-	426 224
Revenus et surcharge de carburant intersectoriels	3 886	7 764	15 211	2 821	-	(29 682)	-
Revenus totaux	524 399	733 530	1 889 630	755 500	-	(29 682)	3 873 377
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	79 163	83 701	193 747	57 618	(26 899)	-	387 330
Éléments sélectionnés :							
Amortissement	24 364	52 461	177 845	34 380	1 625	-	290 675
Profit sur la vente de terrains et bâtiments	-	-	2	-	-	-	2
Profit sur la vente d'actifs détenus en vue de la vente	1 199	9 399	9 790	-	(160)	-	20 228
Profit réalisé sur une acquisition à des conditions avantageuses	-	-	-	10 787	-	-	10 787
Immobilisations incorporelles	247 083	247 417	1 131 670	346 473	3 438	-	1 976 081
Total des actifs	473 182	765 766	2 742 236	560 667	59 609	-	4 601 460
Total des passifs	131 485	300 192	531 742	160 058	1 991 085	-	3 114 562
Additions d'immobilisations corporelles	13 126	19 829	196 608	1 524	715	-	231 802
Neuf mois clos le 30 septembre 2018*							
Revenus externes	451 672	660 526	1 521 711	712 009	-	-	3 345 918
Surcharge de carburant externe	67 848	114 178	239 147	34 672	-	-	455 845
Revenus et surcharge de carburant intersectoriels	4 608	10 480	17 846	6 515	-	(39 449)	-
Revenus totaux	524 128	785 184	1 778 704	753 196	-	(39 449)	3 801 763
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	78 805	61 671	155 441	51 641	(20 317)	-	327 241
Éléments sélectionnés :							
Amortissement	9 871	25 446	137 518	18 145	1 761	-	192 741
Profit (perte) sur la vente de terrains et bâtiments	-	(61)	280	(7)	-	-	212
Profit sur la vente d'actifs détenus en vue de la vente	-	2 381	11 348	-	412	-	14 141
Immobilisations incorporelles	249 312	258 919	1 007 903	335 219	2 985	-	1 854 338
Total des actifs	391 527	646 931	2 323 310	467 009	61 944	-	3 890 721
Total des passifs	68 747	157 685	405 245	104 481	1 609 823	-	2 345 981
Additions d'immobilisations corporelles	9 774	19 525	183 878	2 214	508	-	215 899

(*) Retraité pour les changements de présentation.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

Informations géographiques

Les revenus sont attribués aux emplacements géographiques en fonction du lieu d'origine de la prestation du service.

<i>Total des revenus</i>	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Logistique et dernier kilomètre	Éliminations	Total
Trimestre clos le 30 septembre 2019						
Canada	176 170	199 288	271 453	71 627	(8 942)	709 596
États-Unis	-	38 356	362 094	189 944	(510)	589 884
Mexique	-	-	-	5 285	-	5 285
Total	176 170	237 644	633 547	266 856	(9 452)	1 304 765

Trimestre clos le 30 septembre 2018

Canada	178 812	220 964	254 520	76 458	(11 103)	719 651
États-Unis	-	47 267	350 239	165 148	(351)	562 303
Mexique	-	-	-	5 649	-	5 649
Total	178 812	268 231	604 759	247 255	(11 454)	1 287 603

Neuf mois clos le 30 septembre 2019

Canada	524 399	611 715	801 878	211 379	(28 658)	2 120 713
États-Unis	-	121 815	1 087 752	528 661	(1 024)	1 737 204
Mexique	-	-	-	15 460	-	15 460
Total	524 399	733 530	1 889 630	755 500	(29 682)	3 873 377

Semestre clos le 30 juin 2018

Canada	524 128	658 237	747 912	240 205	(38 571)	2 131 911
États-Unis	-	126 947	1 030 792	496 291	(878)	1 653 152
Mexique	-	-	-	16 700	-	16 700
Total	524 128	785 184	1 778 704	753 196	(39 449)	3 801 763

Les actifs sectoriels sont fondés sur l'emplacement géographique des actifs.

	Au 30 sept. 2019	Au 31 déc. 2018
Immobilisations corporelles et incorporelles et actifs au titre de droits d'utilisation		
Canada	2 276 121	1 927 241
États-Unis	1 558 972	1 347 574
Mexique	21 819	23 069
	3 856 912	3 297 884

5. Regroupements d'entreprises**a) Regroupements d'entreprises**

Conformément à sa stratégie de croissance, le Groupe a acquis huit entreprises en 2019, dont Schilli Corporation (« Schilli ») est considérée comme significative. Ces transactions ont été conclues afin d'ajouter de la densité dans le réseau actuel du Groupe et de continuer à développer des services à valeur ajoutée.

Le 22 février 2019, le Groupe a réalisé l'acquisition de Schilli. Basée à Saint-Louis au Missouri, Schilli se spécialise dans le transport de vrac sec et liquide et offre des solutions de flotte spécialisées et d'autres services à valeur ajoutée dans les régions du Midwest, du sud-est et de la côte du golfe du Mexique des États-Unis. Le prix d'achat pour l'acquisition de cette entreprise a totalisé 76,6 M\$, qui a été versé en trésorerie. Pendant les neuf mois clos le 30 septembre 2019, Schilli a généré des revenus et un bénéfice net de 51,1 M\$ et 2,5 M\$ respectivement.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

Le 29 avril 2019, le Groupe a réalisé l'acquisition de certains actifs de BeavEx Incorporated Inc. et de ses sociétés affiliées, Guardian Medical Logistics, JNJW Enterprises Inc. et USXP LLC (« BeavEx »). Le prix d'achat pour l'acquisition de cette entreprise a totalisé 9,7 M\$, qui a été versé en trésorerie. La juste valeur des actifs nets identifiables acquis, y compris la juste valeur des relations clients acquises, dépassait le prix d'achat, générant un profit réalisé sur une acquisition à des conditions avantageuses de 10,8 M\$ dans le secteur logistique et dernier kilomètre.

Si les huit acquisitions avaient eu lieu le 1er janvier 2019, selon les meilleures estimations de la direction, les revenus et le bénéfice net de ces entreprises auraient été respectivement de 298,2 M\$ et 15,7 M\$. Pour déterminer ces montants estimatifs, la direction a présumé que les ajustements de la juste valeur à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1er janvier 2019.

En 2019, des coûts de transaction de 0,1 M\$ ont été engagés relativement aux acquisitions des entreprises mentionnées ci-dessus et ont été comptabilisés dans les autres charges opérationnelles dans les états consolidés du résultat.

À la date de clôture, le Groupe n'avait pas finalisé la répartition du prix d'achat sur les éléments identifiables de l'actif net et du goodwill des acquisitions de 2019. Les informations nécessaires pour confirmer la juste valeur de certains actifs et passifs n'ont pas encore été obtenues pour ces acquisitions. Le Groupe finalisera la répartition du prix d'achat à mesure qu'il obtiendra plus de renseignements. Le tableau ci-dessous présente la répartition du prix d'achat en fonction des meilleures informations mises à la disposition du Groupe à ce jour.

<i>Actifs identifiables acquis et passifs pris en charge</i>	Note	Schilli	Autres*	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie		11 622	9 189	20 811
Clients et autres débiteurs		7 365	36 956	44 321
Fournitures en stock et charges payées d'avance		2 426	5 130	7 556
Immobilisations corporelles	8	28 484	66 162	94 646
Actifs au titre de droits d'utilisation	9	3 189	8 638	11 827
Immobilisations incorporelles	10	16 936	47 082	64 018
Autres actifs		284	(194)	90
Fournisseurs et autres créditeurs		(3 617)	(24 911)	(28 528)
Impôt sur le revenu à payer		(4 205)	(1 516)	(5 721)
Autres passifs non courants		(1 921)	(486)	(2 407)
Dette à long terme		-	(11 505)	(11 505)
Obligations locatives	13	(3 189)	(8 638)	(11 827)
Passifs d'impôt différé		(10 575)	(17 099)	(27 674)
Total de l'actif net identifiable		46 799	108 807	155 606
Total de la contrepartie transférée		76 613	145 887	222 500
Goodwill	10	29 814	47 866	77 680
Profit réalisé sur une acquisition à des conditions avantageuses		-	(10 787)	(10 787)
Trésorerie		76 613	144 970	221 583
Contrepartie conditionnelle		-	917	917
Total de la contrepartie transférée		76 613	145 887	222 500

(*) Comprend des ajustements non significatifs aux acquisitions de l'exercice précédent.

Les créances clients comprennent des montants contractuels bruts exigibles de 41,0 M\$, dont une tranche de 1,0 M\$ était considérée comme irrécouvrable à la date d'acquisition.

En ce qui a trait au goodwill et aux immobilisations incorporelles acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises en 2019, 7,4 M\$ montant est déductible aux fins de l'impôt.

b) Goodwill

Le goodwill est principalement attribuable à la plus-value que représente l'exploitation d'une entreprise bien établie et jouissant d'une bonne réputation dans le secteur du transport, ainsi qu'aux synergies qui devraient découler de l'intégration de l'entité acquise aux activités actuelles du Groupe.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

Le goodwill découlant des regroupements d'entreprises susmentionnés a été attribué, conformément à ce qui est indiqué ci-dessous, aux secteurs opérationnels qui représentent le niveau de suivi interne minimal du goodwill.

Secteur opérationnel	Secteur isolable	2019*
Services spécialisés de lots complets	Transport de lots complets	65 697
Logistique et dernier kilomètre	Logistique et dernier kilomètre	11 983
		77 680

(*) Comprend des ajustements non significatifs aux acquisitions de l'exercice précédent.

c) Ajustement aux montants provisoires des regroupements d'entreprises de l'exercice précédent

Les états financiers consolidés annuels de 2018 incluaient des détails sur les regroupements d'entreprises du Groupe et comprenaient des justes valeurs provisoires relatives à la contrepartie payée et à l'actif net acquis de Normandin ainsi qu'à d'autres acquisitions non significatives. Ces acquisitions ont été comptabilisées en vertu des dispositions de la norme IFRS 3.

Tel que requis par la norme IFRS 3, les justes valeurs provisoires ont été réévaluées à la lumière de l'information obtenue durant la période d'évaluation suivant l'acquisition. En conséquence, la juste valeur de certains actifs acquis et passifs pris en charge de Normandin et des acquisitions non significatives a été ajustée en 2019. Aucun ajustement significatif n'a été apporté aux justes valeurs provisoires des regroupements d'entreprises de l'exercice précédent.

6. Activités abandonnées

Au deuxième trimestre de 2019, le Groupe a reçu une décision défavorable sur une demande d'indemnisation au titre d'accident entraînant une perte de 12,5 M\$ (16,6 M\$, déduction faite des impôts de 4,1 M\$). L'incident s'est produit dans une division d'exploitation faisant partie du secteur des services de déplacement d'appareils de forage abandonné. Le secteur de déplacement d'appareils de forage a été classé comme activité abandonnée le 30 septembre 2015.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités abandonnées se sont chiffrées à 14,5 M\$ durant le deuxième trimestre de 2019 (18,6 M\$, déduction faite des impôts de 4,1 M\$).

La perte de base par action des activités abandonnées pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 septembre 2019 s'est établie à nulle et 0,15\$, respectivement. La perte diluée par action pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 septembre 2019 s'est établie à nulle et 0,15\$, respectivement.

7. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement opérationnel

	Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Clients et autres débiteurs	14 066	6 536	40 935	(32 865)
Fournitures en stock	644	453	1 843	1 148
Charges payées d'avance	3 920	6 550	303	(3 366)
Fournisseurs et autres créditeurs	(15 016)	(831)	(33 135)	14 324
	3 614	12 708	9 946	(20 759)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

8. Immobilisations corporelles

	Terrains et bâtiments	Matériel roulant	Équipement	Total
Coût				
Solde au 31 décembre 2018	376 715	1 527 249	156 846	2 060 810
Regroupements d'entreprises	6 375	85 881	2 390	94 646
Additions	4 362	215 421	12 019	231 802
Cessions	(2 272)	(122 794)	(8 980)	(134 046)
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	(16 394)	-	-	(16 394)
Transfert aux actifs au titre de droits d'utilisation	-	(38 920)	-	(38 920)
Incidence des variations des taux de change	(2 137)	(20 460)	(52)	(22 649)
Solde au 30 septembre 2019	366 649	1 646 377	162 223	2 175 249
Amortissement				
Solde au 31 décembre 2018	76 521	486 172	101 728	664 421
Amortissement de la période	8 285	146 684	9 797	164 766
Cessions	(2 131)	(71 624)	(8 072)	(81 827)
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	(7 016)	-	-	(7 016)
Transfert aux actifs au titre de droits d'utilisation	-	(13 233)	-	(13 233)
Incidence des variations des taux de change	(375)	(3 689)	262	(3 802)
Solde au 30 septembre 2019	75 284	544 310	103 715	723 309
Valeurs comptables nettes				
Solde au 31 décembre 2018	300 194	1 041 077	55 118	1 396 389
Solde au 30 septembre 2019	291 365	1 102 067	58 508	1 451 940

Au 30 septembre 2019, 7,8 M\$ est inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs pour les acquisitions d'immobilisations corporelles (0 M\$ au 31 décembre 2018).

9. Actifs au titre de droits d'utilisation

	Terrains et bâtiments	Matériel roulant	Équipement	Total
Coût				
Comptabilisation initiale à l'adoption de l'IFRS 16	565 960	130 805	1 940	698 705
Transfert des immobilisations corporelles	-	38 920	-	38 920
Additions	13 243	26 524	420	40 187
Regroupements d'entreprises	8 941	2 886	-	11 827
Cessations	(16 731)	(8 643)	(14)	(25 388)
Incidence des variations des taux de change	(522)	196	(6)	(332)
Solde au 30 septembre 2019	570 891	190 688	2 340	763 919
Amortissement				
Comptabilisation initiale à l'adoption de l'IFRS 16	207 429	51 148	720	259 297
Transfert des immobilisations corporelles	-	13 233	-	13 233
Amortissement de la période	51 616	24 716	490	76 822
Cessations	(7 201)	(6 914)	(2)	(14 117)
Incidence des variations des taux de change	(178)	(29)	-	(207)
Solde au 30 septembre 2019	251 666	82 154	1 208	335 028
Valeurs comptables nettes				
Solde au 30 septembre 2019	319 225	108 534	1 132	428 891

10. Immobilisations incorporelles

	Autres immobilisations incorporelles					Total
	Goodwill	Relations clients	Marques de commerce	Clauses de non concurrence	Technologies de l'information	
Coût						
Solde au 31 décembre 2018	1 674 789	582 932	110 913	11 625	24 725	2 404 984
Regroupements d'entreprises	77 680	62 149	1 106	713	50	141 698
Additions	-	-	-	-	3 398	3 398
Cessions	-	(274)	-	-	-	(274)
Extinction	-	(1 469)	-	-	(2 372)	(3 841)
Incidence des variations des taux de change	(19 618)	(7 579)	(2 024)	(157)	(90)	(29 468)
Solde au 30 septembre 2019	1 732 851	635 759	109 995	12 181	25 711	2 516 497
Amortissement et dépréciation						
Solde au 31 décembre 2018	196 420	237 682	46 602	3 614	19 171	503 489
Amortissement de la période	-	40 839	4 944	1 593	1 711	49 087
Cessions	-	(5)	-	-	-	(5)
Extinction	-	(1 469)	-	-	(2 372)	(3 841)
Incidence des variations des taux de change	(3 930)	(3 533)	(729)	(45)	(77)	(8 314)
Solde au 30 septembre 2019	192 490	273 514	50 817	5 162	18 433	540 416
Valeurs comptables nettes						
Solde au 31 décembre 2018	1 478 369	345 250	64 311	8 011	5 554	1 901 495
Solde au 30 septembre 2019	1 540 361	362 245	59 178	7 019	7 278	1 976 081

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

11. Autres actifs

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Billet à ordre	24 263	22 686
Trésorerie soumise à restrictions	4 291	4 267
Dépôts de garantie	4 043	3 445
Placements dans des titres de capitaux propres	1 391	1 498
Autre	1 701	1 780
	35 689	33 676
Présentation en tant que :		
Autres actifs courants	24 263	-
Autres actifs non courants	11 426	33 676

12. Dette à long terme

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Passifs non courants		
Facilité renouvelable non garantie	942 091	740 556
Emprunts à terme non garantis	573 922	498 805
Débentures non garanties	124 891	124 825
Contrats de vente conditionnelle	97 285	94 222
Passifs au titre des contrats de location-financement	-	3 675
	1 738 189	1 462 083
Passifs courants		
Partie courante des contrats de vente conditionnelle	42 206	41 919
Partie courante des passifs au titre des contrats de location-financement	-	5 489
Partie courante des emprunts à terme non garantis	-	74 932
	42 206	122 340

Le tableau ci-dessous présente les modifications apportées à la dette à long terme :

	Note	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Solde au 31 décembre 2018		1 584 423	1 498 396
Transfert aux obligations locatives		(9 164)	-
Produits		329 042	45 522
Regroupements d'entreprises	5	11 505	15 857
Remboursement y compris les frais de financement reportés		(123 850)	(103 309)
Amortissement des frais de financement reportés		1 618	1 793
Incidence des variations des taux de change		(2 226)	2 158
Incidence des variations des taux de change - autres éléments du résultat global		(10 953)	12 370
Autre		-	285
Solde au 30 septembre 2019		1 780 395	1 473 072

Le 1^{er} février 2019, l'emprunt à terme non garanti de 500 M\$ a été amendé afin d'augmenter le solde à 575 M\$. Le 11 février 2019, ces fonds ont été utilisés pour rembourser un emprunt à terme non garanti de 75 M\$ séparé, venant à échéance en août 2019. Des frais de financement reportés de 0,1 M\$ ont été comptabilisés suite à l'augmentation.

Le 1^{er} février 2019, le Groupe a renégocié la grille de tarification de sa facilité de crédit renouvelable et de son emprunt à terme de 575 M\$. Le prêt à terme de 575 M\$ reste dans les limites de la facilité de crédit, mais a maintenant une grille de tarification différente de celle de la facilité de crédit renouvelable. Des frais de financement reportés de 0,3 M\$ ont été comptabilisés lors de la révision de la grille de tarification.

Le 27 juin 2019, le Groupe a prolongé l'échéance de sa facilité de crédit renouvelable existante d'un an, jusqu'en juin 2023. Des frais de financement reportés de 0,9 M\$ ont été comptabilisés suite à la prolongation du terme.

Le 27 juin 2019, le Groupe a prolongé l'échéance de l'emprunt à terme non garanti de 575 M\$ d'un an pour chaque tranche, 200 M\$ étant maintenant dus en juin 2021 et 375 M\$ maintenant dus en juin 2022. Des frais de financement reportés de 0,4 M\$ ont été comptabilisés suite à la prolongation du terme.

13. Obligations locatives

	Au 30 septembre 2019
Obligations locatives courantes	98 846
Obligations locatives non courantes	359 944
	458 790

Le tableau ci-dessous présente les modifications apportées aux obligations locatives:

	Note	Neuf mois clos le 30 septembre 2019
Comptabilisation initiale à l'adoption de l'IFRS 16 au 1 janvier 2019		483 458
Transfert des passifs au titre des contrats de location-financement de la dette à long terme		9 164
Regroupements d'entreprises	5	11 827
Additions		40 187
Cessations		(12 033)
Remboursement		(73 360)
Incidence des variations des taux de change		(453)
Solde au 30 septembre 2019		458 790

Les obligations locatives incluent un montant de 58,7 M\$ non actualisé relié aux options de prolongation que le Groupe est raisonnablement certain d'exercer. Le Groupe n'a pas un risque significatif relié aux options et pénalités de résiliation.

Le total des échéances contractuelles des flux de trésorerie liés aux obligations locatives du Groupe s'établit comme suit :

	Au 30 septembre 2019
Moins de 1 an	114 845
De 1 à 5 ans	280 353
Plus de 5 ans	129 274
	524 472

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

14. Provisions

	Autoassurance	Autres	Total
Au 30 septembre 2019			
Provisions courantes	30 667	3 412	34 079
Provisions non courantes	21 253	8 580	29 833
	51 920	11 992	63 912
Au 31 décembre 2018			
Provisions courantes	21 761	3 302	25 063
Provisions non courantes	28 382	14 419	42 801
	50 143	17 721	67 864

15. Capital social

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées, pouvant être émises en série. Ces actions ordinaires et privilégiées n'ont pas de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Le tableau suivant résume le nombre d'actions ordinaires émises :

(en actions)	Note	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Solde au début de la période		86 397 588	89 123 588
Actions rachetées et annulées		(5 685 346)	(2 180 348)
Options d'achat d'actions exercées	17	1 191 361	1 026 302
Solde à la fin de la période		81 903 603	87 969 542

Le tableau suivant résume le capital social émis et entièrement libéré :

	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Solde au début de la période	704 510	711 036
Actions rachetées et annulées	(46 633)	(17 439)
Contrepartie en trésorerie liée à l'exercice d'options d'achat d'actions	15 471	16 777
Valeur attribuée créditée au capital social par suite d'exercice d'options d'achat d'actions	4 521	3 995
Émission d'actions sur le règlement des UAR	44	17
Solde à la fin de la période	677 913	714 386

En vertu du renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre ») qui a débuté le 2 octobre 2018 et qui expirera le 1er octobre 2019, la Société avait initialement été autorisée à racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 6 000 000 de ses actions ordinaires, sous réserve de certaines conditions. Au cours du troisième trimestre, la Bourse de Toronto a approuvé un amendement à l'offre publique de rachat de la Société afin d'augmenter à 8 300 000 de ses actions ordinaires le maximum autorisé à racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à expiration le 1 octobre 2019. Au 30 septembre 2019 et depuis le début de l'offre, la Société a racheté et annulé 7 260 000 actions ordinaires dans le cadre de cette offre.

Pendant les neuf mois clos le 30 septembre 2019, la Société a racheté 5 685 346 actions ordinaires à un prix variant de 33,89 \$ à 44,00 \$ par action pour un prix d'achat total de 225,6 M\$ en lien avec l'offre. Pendant les neuf mois clos le 30 septembre 2018, la Société a racheté 2 180 348 actions ordinaires à un prix variant de 32,18 \$ à 40,99 \$ par action pour un prix d'achat total de 77,7 M\$ en lien avec l'offre précédente. L'excédent du prix d'achat payé sur la valeur comptable des actions rachetées, soit un montant de 178,9 M\$ (60,3 M\$ en 2018), a été imputé aux résultats non distribués en tant que prime sur rachat d'actions.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

Le 30 septembre 2019, la Bourse de Toronto a approuvé le renouvellement de l'offre, permettant ainsi à TFI International de racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 7 000 000 de ses actions ordinaires sur une période de 12 mois allant du 2 octobre 2019 au 1er octobre 2020.

16. Bénéfice par action

Bénéfice de base par action

Le bénéfice de base par action et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ont été calculés comme suit :

<i>(en milliers de dollars et en actions)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Bénéfice net attribuable aux propriétaires de la Société	82 641	86 713	235 455	215 266
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	82 641	86 713	247 933	215 266
Actions ordinaires émises au début de la période	83 419 011	87 398 416	86 397 588	89 123 588
Incidence de l'exercice d'options d'achat d'actions	80 470	381 605	689 586	338 010
Incidence du rachat d'actions propres	(792 266)	(107 185)	(3 074 653)	(1 308 662)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	82 707 215	87 672 836	84 012 521	88 152 936
 Bénéfice de base par action	 1,00	 0,99	 2,80	 2,44
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies	1,00	0,99	2,95	2,44

Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour tenir compte de l'incidence de toutes les actions ordinaires dilutives, ont été calculés comme suit :

<i>(en milliers de dollars et en actions)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Bénéfice net attribuable aux propriétaires de la Société	82 641	86 713	235 455	215 266
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	82 641	86 713	247 933	215 266
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	82 707 215	87 672 836	84 012 521	88 152 936
Effet dilutif :				
Options d'achat d'actions et unités d'actions restreintes	1 679 720	3 085 307	2 013 624	2 814 674
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires - dilué	84 386 935	90 758 143	86 026 145	90 967 610
 Bénéfice dilué par action	 0,98	 0,96	 2,74	 2,37
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies	0,98	0,96	2,88	2,37

Au 30 septembre 2019, 906 519 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action (0 en 2018); ces options étant considérées comme antidilutives.

La valeur à la cote moyenne des actions de la Société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options d'achat d'actions a été fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle ces options étaient en circulation.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

17. Paiements fondés sur des actions**Régime d'options d'achat d'actions (régulé en instruments de capitaux propres)**

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à certains de ses employés. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises aux termes du régime actuel d'options d'achat d'actions de 2012 est de 5 979 201. Chaque option d'achat d'actions permet à son détenteur de recevoir une action ordinaire au moment de l'exercice. Le prix d'exercice à payer pour chaque option est déterminé par le conseil d'administration à la date de l'attribution, et il ne peut pas être inférieur au cours de clôture moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'attribution. Les droits aux options deviennent acquis en tranches égales sur une période de trois ans, et la charge est constatée selon la méthode accélérée, chaque tranche étant évaluée séparément à la juste valeur et enregistrée au cours de sa période d'acquisition respective. Le tableau ci-dessous résume l'évolution du régime d'options d'achat d'actions :

<i>(en milliers d'options et en dollars)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2019		Trimestre clos le 30 sept. 2018		Neuf mois clos le 30 sept. 2019		Neuf mois clos le 30 sept. 2018	
	Prix d'exercice moyen Nombre d'options		Prix d'exercice moyen Nombre d'options		Prix d'exercice moyen Nombre d'options		Prix d'exercice moyen Nombre d'options	
Solde au début de la période	4 860	26,53	5 766	20,51	5 031	21,01	5 493	19,22
Options attribuées	-	-	-	-	909	40,36	618	29,92
Options exercées	(123)	19,03	(710)	16,66	(1 191)	12,99	(1 026)	16,35
Options éteintes	(24)	37,84	(8)	30,07	(36)	34,96	(37)	29,77
Solde à la fin de la période	4 713	26,66	5 048	21,03	4 713	26,66	5 048	21,03
Options exerçables à la fin de la période					3 310	22,29	3 866	18,44

Le tableau suivant résume l'information sur les options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 30 septembre 2019 :

<i>(en milliers d'options et en dollars)</i>	Options en circulation		Options exerçables
	Durée contractuelle restante moyenne Nombre d'options		Nombre d'options
Prix d'exercice	pondérée (en années)		
9,46	581	0,8	581
20,18	555	0,8	555
24,64	811	3,8	811
24,93	662	2,8	662
25,14	307	1,8	307
29,92	578	5,4	184
35,02	328	4,4	210
40,36	891	6,4	-
	4 713	3,5	3 310

Parmi les options en circulation au 30 septembre 2019, un nombre total de 3 456 077 (3 836 102 au 31 décembre 2018) est détenu par les principaux dirigeants.

Pendant les neuf mois clos le 30 septembre 2019, le cours moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options d'achat d'actions qui ont été exercées était de 42,04 \$ (42,76 \$ en 2018).

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 30 septembre 2019, le Groupe a constaté, en lien avec les options d'achat d'actions, une charge de rémunération de 1,1 M\$ et 3,4 M\$ respectivement (0,8 M\$ et 2,4 M\$ en 2018) et une augmentation correspondante du surplus d'apport.

Le 27 février 2019, le conseil d'administration a approuvé l'octroi de 909 404 options d'achat d'actions en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société dont 562 452 ont été attribuées aux principaux dirigeants. Les droits aux options deviennent acquis en tranches

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

égales sur une période de trois ans et ont une durée de sept ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle de Black-Scholes pour l'évaluation du prix des options en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes:

	27 février 2019	20 février 2018
Prix d'exercice	40,36 \$	29,92 \$
Durée de vie moyenne prévue des options	4,5 années	4,5 années
Taux d'intérêt sans risque	1,88 %	1,83 %
Volatilité prévue du cours de l'action	24,3 %	21,92 %
Rendement moyen du dividende	2,72 %	2,56 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées, par option	6,74 \$	4,55 \$

Régime d'unités d'actions différées à l'intention des membres du conseil d'administration (réglé en espèces)

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») aux membres de son conseil d'administration. Aux termes de ce régime, les membres du conseil d'administration peuvent choisir de recevoir un montant en espèces, des unités d'actions différées ou les deux à titre de jetons de présence. Le tableau suivant présente le nombre d'unités visées par ce régime :

(en unités)	Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Solde au début de la période	326 998	298 164	306 042	281 323
Jetons de présence des membres du conseil d'administration	8 637	5 305	25 824	18 576
Unités d'actions différées rachetées	-	(9 418)	-	(9 418)
Dividendes payés en unités	2 006	1 488	5 774	5 058
Solde à la fin de la période	337 641	295 539	337 641	295 539

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 30 septembre 2019, le Groupe a constaté, en lien avec les unités d'actions différées, une charge de rémunération de 0,4 M\$ et 1,2 M\$ respectivement (0,2 M\$ et 0,7 M\$ en 2018) et une augmentation correspondante des fournisseurs et autres créditeurs. De plus, dans les autres charges financières, le Groupe a constaté un gain de 0,1 M\$ et une perte de 1,4 M\$ pour les trois et neuf mois terminés le 2019 respectivement en lien avec la réévaluation des unités d'actions différées (perte de 1,9 M\$ et 4,3 M\$ en 2018).

Au 30 septembre 2019, la valeur comptable totale des passifs au titre des accords dont le paiement est fondé sur des actions réglées en trésorerie qui sont comptabilisés dans les fournisseurs et autres créditeurs se chiffrait à 13,3 M\$ (10,8 M\$ au 31 décembre 2018).

Régime d'unités d'actions restreintes subordonnées aux résultats (réglé en instruments de capitaux propres)

La Société offre un régime d'intéressement fondé sur des titres de capitaux propres à l'intention des hauts dirigeants du Groupe. Le régime prévoit l'émission d'unités d'actions restreintes (« UAR ») selon des modalités devant être déterminées par le conseil d'administration. Les UAR seront acquises en décembre de la deuxième année à compter de la date d'attribution. Sous réserve de la période de service exigée, le régime prévoit le règlement de l'octroi par l'émission d'actions ordinaires.

Le 27 février 2019, la Société a octroyé un total de 152 965 UAR en vertu du régime incitatif d'équité de la Société dont 93 921 ont été attribuées aux principaux dirigeants. La juste valeur des unités est déterminée à être la juste valeur de l'action à la date d'octroi et est reconnue comme une charge de rémunération à base d'actions, par le surplus d'apport, sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur des unités octroyées a été de 40,36 \$ par unité.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

Le tableau suivant résume la variation des UAR en circulation :

(en milliers d'UAR et en dollars)	Trimestre clos le 30 sept. 2019		Trimestre clos le 30 sept. 2018		Neuf mois clos le 30 sept. 2019		Neuf mois clos le 30 sept. 2018	
	Prix d'exercice		Prix d'exercice		Prix d'exercice		Prix d'exercice	
	Nombre d'UAR	moyen pondéré	Nombre d'UAR	moyen pondéré	Nombre d'UAR	moyen pondéré	Nombre d'UAR	moyen pondéré
Solde au début de la période	300	36,23	302	28,43	147	31,84	206	27,74
Unités attribuées	-	-	-	-	153	40,36	95	29,92
Unités réinvesties	2	36,23	2	28,43	5	35,36	5	28,29
Unités exercées	(2)	34,59	-	-	(3)	32,42	(1)	26,63
Unités éteintes	(3)	38,22	(3)	27,58	(5)	35,37	(4)	28,10
Solde à la fin de la période	297	36,22	301	28,44	297	36,22	301	28,44

Le tableau suivant résume l'information sur les UAR en circulation et pouvant être exercées au 30 septembre 2019 :

(en milliers d'UAR et en dollars)	UAR en circulation	
	Nombre	Durée de vie restante
Prix d'exercice	d'UAR	(en années)
29,92	89	1,3
35,02	55	0,2
40,36	153	2,3
	297	1,6

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 30 septembre 2019, le Groupe a constaté, en lien avec les UAR, une charge de rémunération de 0,9 M\$ et 2,9 M\$, respectivement (0,7 M\$ et 2,1 M\$ en 2018) et une augmentation correspondante du surplus d'apport.

Parmi les UAR en circulation au 30 septembre 2019, un nombre total de 184 991 (87 486 au 31 décembre 2018) est détenu par les principaux dirigeants.

18. Charges liées aux matières et aux services

Les charges liées aux matières et aux services se composent principalement des coûts liés aux entrepreneurs indépendants et à l'exploitation des véhicules; les charges liées à l'exploitation des véhicules se composent principalement des coûts liés au carburant, aux réparations et à l'entretien, à la location de véhicules (en 2018), aux assurances, aux permis ainsi qu'aux fournitures opérationnelles.

	Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Charges liées aux matières et aux services				
Entrepreneurs indépendants	511 104	506 076	1 498 361	1 531 636
Charges liées à l'exploitation des véhicules	200 869	217 806	615 503	641 179
	711 973	723 882	2 113 864	2 172 815

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

19. Produits financiers et charges financières**Comptabilisation dans le bénéfice :**

<i>Charges (produits)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Charge d'intérêts sur la dette à long terme	14 662	13 437	43 314	41 450
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	4 590	-	13 991	-
Revenus d'intérêts et désactualisation du billet à ordre	(728)	(710)	(2 183)	(2 060)
Variation nette de la juste valeur et désactualisation des contreparties conditionnelles	54	703	191	497
(Gain) perte de change, montant net	545	(125)	790	(981)
Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés de change	-	(85)	-	(299)
Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt	-	(222)	-	(46)
Autres charges financières	2 035	3 909	7 196	9 785
Charges financières nettes	21 158	16 907	63 299	48 346
Présentation en tant que :				
Produits financiers	(728)	(1 142)	(2 183)	(3 386)
Charges financières	21 886	18 049	65 482	51 732

20. Charge d'impôt sur le résultat**Impôt sur le résultat comptabilisé dans le bénéfice :**

	Trimestre clos le 30 sept. 2019	Trimestre clos le 30 sept. 2018	Neuf mois clos le 30 sept. 2019	Neuf mois clos le 30 sept. 2018
Charge d'impôt exigible				
Période considérée	20 777	27 847	68 362	72 367
Ajustement des exercices précédents	(1 522)	(3 049)	(1 522)	(3 049)
	19 255	24 798	66 840	69 318
Charge (recouvrement) d'impôt différé				
Création et reprise de différences temporelles	6 165	(3 006)	8 400	(8 243)
Variation du taux d'impôt	(11)	40	(1 364)	(184)
Ajustement des exercices précédents	2 679	2 771	2 222	2 738
	8 833	(195)	9 258	(5 689)
Charge d'impôt sur le résultat	28 088	24 603	76 098	63 629

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

Rapprochement du taux d'impôt effectif :

	Trimestre clos le 30 sept. 2019		Trimestre clos le 30 sept. 2018		Neuf mois clos le 30 sept. 2019		Neuf mois clos le 30 sept. 2018	
Bénéfice avant impôt sur le résultat	110 732		111 316		324 034		278 895	
Impôt sur le résultat selon le taux d'impôt prévu par la loi auquel la Société est assujettie	26,7%	29 565	26,7%	29 721	26,7%	86 517	26,7%	74 465
Augmentation (diminution) liée aux éléments suivants :								
Incidence des taux d'impôt des différentes juridictions	(3,4%)	(3 724)	(3,2%)	(3 527)	(3,3%)	(10 545)	(3,4%)	(9 520)
Variation du taux d'impôt	0,0%	(11)	0,0%	40	(0,4%)	(1 364)	(0,1%)	(184)
Charges non déductibles	1,1%	1 192	0,4%	492	0,8%	2 512	0,8%	2 153
Revenus exonérés d'impôt	(0,1%)	(136)	(1,7%)	(1 846)	(1,4%)	(4 408)	(1,1%)	(3 090)
Ajustement des exercices précédents	1,0%	1 157	(0,2%)	(278)	0,2%	700	(0,0%)	(311)
Impôt sur les distributions multinationales	0,0%	45	0,0%	1	0,8%	2 686	0,0%	116
	25,3%	28 088	22,0%	24 603	23,4%	76 098	22,9%	63 629

Le 22 décembre 2017, le président des États-Unis a promulgué la Loi sur les réductions d'impôts et les charges salariales ou Tax Cuts and Jobs Act (« réforme fiscale américaine »). La réforme fiscale américaine réduit le taux d'imposition fédéral des sociétés américaines de 35 % à 21 %, à compter du 1er janvier 2018. La réforme fiscale américaine permet également la passation en charges immédiate de nouveaux investissements dans certains actifs amortissables qualifiés effectués après le 27 septembre 2017, qui seront progressivement éliminés à compter de 2023.

La réforme fiscale américaine introduit d'autres importants changements aux lois sur l'imposition des bénéfices des sociétés américaines qui pourraient avoir une incidence sur le Groupe dans les années à venir. Mentionnons notamment la création du nouvel impôt anti-abus contre l'érosion de l'assiette fiscale (Base Erosion Anti-abuse Tax ou BEAT en anglais) qui soumet à des impôts supplémentaires certains paiements que des sociétés américaines font à des sociétés étrangères affiliées, et limite les déductions pour les dépenses nettes d'intérêts encourues par les sociétés américaines. Les futures réglementations et interprétations qu'émettront les autorités américaines pourraient également avoir une incidence sur les évaluations et les hypothèses dont le Groupe se sert pour calculer ses provisions pour impôts sur les bénéfices.

21. Instruments financiers

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture de flux de trésorerie efficaces s'établissent comme suit :

	Note	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Actifs courants			
Instruments dérivés de taux d'intérêt	a	340	5 430
Actifs non courants			
Instruments dérivés de taux d'intérêt	a	-	2 946
Passifs courants			
Instruments dérivés de taux d'intérêt	a	1 182	-
Passifs non courants			
Instruments dérivés de taux d'intérêt	a	1 270	-

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

a) Risque de taux d'intérêt

Le Groupe a l'intention de minimiser son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en conservant une part importante de dette à long terme à taux fixe. Pour ce faire, le Groupe conclut des swaps de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés de taux d'intérêt du Groupe s'établissent comme suit :

	Au 30 septembre 2019					Au 31 décembre 2018				
	Valeur		Valeur		Juste valeur \$ CA	Valeur		Valeur		Juste valeur \$ CA
	Taux moyen	nominale du contrat	Taux moyen	nominale du contrat		Taux moyen	nominale du contrat	Taux moyen	nominale du contrat	
	AB	\$ CA	TIOL	\$ US		AB	\$ CA	TIOL	\$ US	
Période de couverture :										
Moins de 1 an	0,99%	75 000	1,90%	293 750	(842)	0,99%	225 000	1,92%	325 000	5 430
De 1 à 2 ans	-	-	1,92%	100 000	(635)	-	-	1,89%	237 500	1 812
De 2 à 3 ans	-	-	1,92%	100 000	(635)	-	-	1,92%	100 000	648
De 3 à 4 ans	-	-	-	-	-	-	-	1,92%	75 000	486
Actif (passif)					(2 112)					8 376
Présentation en tant que :										
Actifs courants					340					5 430
Actifs non courants					-					2 946
Passifs courants					(1 182)					-
Passifs non courants					(1 270)					-

22. Contrats de location simple, éventualités, lettres de crédit et autres engagements**a) Contrats de location simple**

Le Groupe s'est engagé à payer 0,9 M\$ pour des contrats de location exclus de l'IFRS 16 dû à l'application de la mesure de simplification pour les contrats de location court-terme ou dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

b) Éventualités

Des demandes de règlement de nature opérationnelle et liées au personnel ont été déposées à l'encontre du Groupe. Le Groupe a comptabilisé 11,8 M\$ aux fins de demandes de règlement à titre de provisions desquels 3,5 M\$ sont présentés dans les provisions à long terme et 8,3 M\$ dans les provisions à court terme dans les états consolidés de la situation financière (10,3 M\$ dans les provisions à long terme au 31 décembre 2018). La direction estime que celles-ci sont suffisamment provisionnées et que leur règlement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou la performance financière du Groupe.

c) Lettres de crédit

Au 30 septembre 2019, le Groupe avait des lettres de crédit en cours d'un montant de 39,5 M\$ (39,4 M\$ au 31 décembre 2018).

d) Autres engagements

Au 30 septembre 2019, le Groupe avait 66,4 M\$ d'engagements d'achat (51,0 M\$ au 31 décembre 2018) et 17,4 M\$ de bons de commande pour lesquels le Groupe prévoit conclure un contrat de location dans un délai d'un an (0 M\$ au 31 décembre 2018).